

Relations Émirats arabes unis–États-Unis : entre tensions surjouées et collaboration continue

Jonathan Bannenberg



3 août 2023



Crédit photo : President Mohamed bin Zayed Al Nahyan and President Biden – 16 July 2022 –
source : <https://twitter.com/POTUS/status/1548399591468306434> - The White House

Les opinions émises dans cette publication n’engagent que leurs auteurs et ne constituent ne rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité

Mundo-Madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org

Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org) -Facebook : GRIP.1979

Relations Émirats arabes unis–États-Unis : entre tensions surjouées et collaboration continue

Résumé

Que ce soit sur les plans diplomatique, économique ou militaire, les Émirats arabes unis (EAU) entretiennent depuis leur indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1971 des relations étroites avec les États-Unis. Pourtant, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cet historique de liens forts contraste avec un narratif qui rapporte que l'état des rapports diplomatiques entre les États-Unis et les EAU serait au plus bas. Cette *Note d'analyse* estime que ce qui est identifié comme « tensions » entre les deux pays relève de la surinterprétation et que les tendances lourdes sont au maintien d'une relation solide. En revenant sur les événements qui ont pu faire naître des dissensions — guerre au Yémen, nucléaire iranien et transferts d'armes — et en montrant que les liens américano-émiriens restent profondément étroits, le texte conclut que les relations entre les EAU et les États-Unis s'inscrivent dans une collaboration continue, notamment en matière de défense et de sécurité.

Abstract

United Arab Emirates-US relations: between over-interpreted tensions and continued collaboration

Whether on a diplomatic, economic or military level, the United Arab Emirates (UAE) has enjoyed a close relationship with the United States since its independence from the United Kingdom in 1971. Yet, in the context of Russia's invasion of Ukraine, this historical background of close ties contrasts with a narrative that reports that the state of relations between the US and the UAE is at an all-time low. This *Note d'analyse* argues that what is identified as “tensions” between the two countries is over-interpretation, and that the overriding trends are towards maintaining a solid relationship. Looking back at the events that may have led to dissension – the war in Yemen, Iran's nuclear programme and arms transfers – and showing that US-UAE ties remain profoundly strong, the paper concludes that relations between the UAE and the United States are part of an ongoing collaboration, particularly in the field of defence and security.

L'auteur

Jonathan Bannenber est chercheur au GRIP. Diplômé de l'Université de Lausanne (Suisse), il est titulaire d'un master en science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Pour citer cette publication

Jonathan Bannenber, « [Relations Émirats arabes unis–États-Unis : entre tensions surjouées et collaboration continue](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 3 août 2023

Introduction

Indépendants du Royaume-Uni depuis 1971, les Émirats arabes unis (EAU) ont toujours entretenu avec les États-Unis d'étroites relations¹. Sur les plans diplomatique, économique et militaire, plusieurs exemples permettent d'illustrer la force de ces liens². Dès 1972, les deux pays établissent des relations diplomatiques officielles³. Au niveau économique, le commerce bilatéral n'a cessé de se développer pour atteindre 23,03 milliards USD en 2021⁴, faisant des États-Unis le troisième partenaire commercial des EAU (derrière la Chine et l'Inde)⁵. Les Émiriens ont combattu aux côtés des États-Unis en Afghanistan et en Irak. En 2019, un nouvel accord de coopération en matière de défense est entré en vigueur, ce qui, selon le département d'État américain, « *a constitué une étape importante pour les deux pays, qui a souligné leur collaboration vitale et de longue date pour vaincre les groupes terroristes*⁶ ».

Pourtant, un narratif récent rapporte que l'état des relations entre les États-Unis et les EAU serait au plus bas⁷. Il est vrai que, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des dissensions sont apparues : les EAU ont notamment refusé d'augmenter de manière significative la production de pétrole pour soutenir le président américain Joe Biden dans sa tentative de contrer la flambée des prix résultant tant de la surchauffe de la reprise économique post-covid que des sanctions contre Moscou⁸. De plus, lors du vote du 25 février 2022 au Conseil de sécurité des Nations unies sur le projet de résolution américaine et albanaise condamnant l'offensive militaire russe en Ukraine, les EAU se sont abstenus⁹.

Sur la base de la littérature portant sur l'apparente détérioration des relations entre les États-Unis et les EAU¹⁰, trois facteurs permettant d'expliquer les dissensions depuis l'arrivée au pouvoir de Biden en 2021 peuvent être retenus : 1) des divergences sur la guerre au Yémen, 2) la politique iranienne de Washington et 3) les nouvelles restrictions

¹ BAHARON Mohammed, « [UAE-U.S. Relations: What Went Wrong?](#) », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 22 avril 2022.

² *Ibidem*.

³ Bureau of Near Eastern Affairs, « [U.S. Relations With United Arab Emirates](#) », *U.S. Department of State*, 9 décembre 2020.

⁴ Embassy of the United Arab Emirates – Washington DC, [UAE-US Trade](#), 2022.

⁵ « [Top 4 UAE Trading Partners](#) », *DFreight*, 29 novembre 2022.

⁶ Bureau of Political-Military Affairs, « [U.S. Security Cooperation With the United Arab Emirates](#) », *U.S. Department of State*, 25 juin 2021 (traduction libre).

⁷ BAHARON Mohammed, *op.cit.*

⁸ CHULOV Martin, « [Biden rebuffed as US relations with Saudi Arabia and UAE hit new low](#) », *The Guardian*, 3 avril 2022.

⁹ GAVERIAUX Laura-Mai, « [Au Conseil de sécurité de l'ONU, le non-alignement stratégique des Emirats arabes unis](#) », *Les Echos*, 26 février 2022. Pour rappel, en juin 2021, les EAU sont devenus l'un des cinq pays élus au Conseil de sécurité de l'ONU pour le mandat 2022-2023.

¹⁰ Voir BAHARON Mohammed, *op. cit.*, et MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., « [Three Broken Teacups: The Crisis of U.S.-UAE relations](#) », *Wild Blue Yonder*, 27 juin 2022.

américaines sur les ventes d'armes aux EAU. Plus fondamentalement, la source commune de ces facteurs serait un désengagement américain au Moyen-Orient résultant d'une réorientation stratégique que les EAU auraient ressentie comme un abandon¹¹. Certes, le retour d'un président démocrate à la Maison-Blanche a entraîné des changements d'attitude de la part des États-Unis à l'égard des EAU, mais la question de leur impact sur la collaboration entre les deux pays reste ouverte.

Cette *Note d'analyse* estime que ce qui est identifié comme « tensions » relève de la surinterprétation et que les tendances lourdes sont au maintien d'une relation solide entre les EAU et les États-Unis. Qu'il s'agisse des événements liés à la guerre au Yémen, à l'Iran ou aux transferts d'armes, la première partie du texte fait apparaître que les dissensions qui ont pu naître entre les deux pays n'ont pas fondamentalement remis en cause leur collaboration. La deuxième partie montre que, même si les États-Unis ont annoncé opérer un rééquilibrage de leur politique étrangère (et de sécurité) vers l'Asie-Pacifique, celui-ci ne s'est pas traduit par un retrait du Moyen-Orient ; dans le cas des EAU, ils restent leur principal pourvoyeur de sécurité et fournisseur d'armes. En conclusion, le texte souligne que, malgré de relatives tensions, la collaboration entre Washington et Abou Dhabi demeure étroite, notamment dans le secteur militaire et de la défense.

1. Des tensions surjouées

Alors que son prédécesseur, Donald Trump, avait soutenu la guerre au Yémen, dénoncé l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien et conclu d'importants contrats de sécurité et d'armement avec les EAU, le président américain Joe Biden décide d'opérer un revirement sur ces dossiers. Dès janvier 2021, son administration prend une série de mesures afin de privilégier une issue diplomatique au conflit yéménite, relancer les négociations internationales sur le nucléaire iranien et restreindre les transferts de technologies de défense aux EAU. Sans remettre en question le fait que ce nouveau positionnement américain a pu générer des tensions entre Washington et Abou Dhabi, leur portée et leur intensité ne doivent cependant pas être surinterprétées.

1.1. Une approche multilatérale pour tenter d'apaiser le conflit au Yémen

La coalition menée par l'Arabie saoudite et à laquelle les EAU participent dans le cadre de la guerre au Yémen a pu compter sur le soutien des États-Unis. Dès 2015, l'administration de Barack Obama (au sein de laquelle Joe Biden était vice-président) fournit un appui matériel aux opérations militaires nommées *Tempête décisive* et

¹¹ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.* et VAKIL Sanam, « [Middle East Perceptions Of An America Adrift](#) », *Hoover Institution*, 28 mars 2019.

*Restaurer l'espoir*¹². En 2016, confronté à l'accumulation des victimes civiles¹³, à une crise humanitaire majeure et à l'absence d'évolution notable sur le terrain militaire comme au niveau diplomatique, et alors qu'il était sur le point de terminer son second mandat à la Maison-Blanche, Obama opère une première inflexion de sa politique : Washington bloque la vente à Riyad d'à peu près 16 000 kits de munitions guidées d'une valeur d'environ 350 millions USD¹⁴.

Néanmoins, quelques mois à peine après son investiture en janvier 2017, le président Donald Trump accepte de livrer ces mêmes munitions¹⁵. Tout au long de son mandat, son administration cherche à approfondir les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, aux EAU et à d'autres pays du Moyen-Orient, au point d'en faire, selon *The New York Times*, « une pierre angulaire de sa politique étrangère¹⁶. » Sur la période 2016-2020, les exportations d'armes américaines vers le Moyen-Orient augmentent ainsi de 28 % par rapport à la période 2011-2015¹⁷.

En 2020, lors de la campagne présidentielle américaine, le candidat Biden déclare que : « *Nous devrions également mettre fin à notre soutien à la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen.* »¹⁸ Cette promesse se concrétise lorsqu'il devient président : il s'engage à mettre un terme au soutien « *aux opérations offensives dans la guerre au Yémen, y compris aux ventes d'armes correspondantes*¹⁹, » nomme un envoyé spécial des États-Unis pour le Yémen afin de soutenir les efforts de l'ONU pour mettre fin à la guerre et annule le 5 février 2021 la décision prise à la dernière minute par l'administration Trump d'inscrire les rebelles Houthis sur la liste américaine des

¹² ZENKO Micah, « [Obama's War of Choice: Supporting the Saudi-led Air War in Yemen](#) », *Council on Foreign Relations*, 25 septembre 2015.

¹³ Entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) a recensé 2 067 civils tués et 2 815 blessés. Parmi ceux-ci, 1 259 auraient été tués et 1 360 blessés à la suite de frappes aériennes des forces de la coalition ; voir HCDH, *Situation of human rights in Yemen: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights*, 4 août 2016, A/HRC/33/38, p. 5.

¹⁴ COOPER Helene, « [U.S. Blocks Arms Sale to Saudi Arabia Amid Concerns Over Yemen War](#) », *The New York Times*, 13 décembre 2016.

¹⁵ STROBEL Warren et STONE Mike, « [Trump to resume precision munitions deliveries to Saudis: officials](#) », *Reuters*, 13 juin 2017.

¹⁶ LAFORGIA Michael et WONG Edward, « [War Crime Risk Grows for U.S. Over Saudi Strikes in Yemen](#) », *The New York Times*, 14 septembre 2020.

¹⁷ Bien qu'il y ait eu une baisse notable des exportations d'armes américaines vers les EAU (-36 %), celle-ci a été compensée par une forte augmentation vers l'Arabie saoudite (+175 %) ; voir WEZEMAN Pieter D. et al., « [Trends in International Arms Transfers, 2020](#) », *SIPRI Fact Sheet*, mars 2021, p. 3.

¹⁸ BIDEN Joseph R., Jr., « [Why America Must Lead Again: Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump](#) », *Foreign Affairs*, mars/avril 2020 (traduction libre).

¹⁹ « [Remarks by President Biden on America's Place in the World](#) », *The White House*, 4 février 2021 (traduction libre).

organisations terroristes étrangères²⁰. Selon Gregory Johnsen, membre du Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Yémen de 2016 à 2018, Biden espérait ainsi toute à la fois redorer le blason des États-Unis face aux dommages réputationnels causés par leur soutien à l'Arabie saoudite et aux EAU dans le cadre de la guerre au Yémen, réaffirmer le rôle de la diplomatie américaine et attirer les rebelles chiites autour de la table des négociations²¹.

Encadré 1. Rappel sur la guerre au Yémen

La guerre civile yéménite, qui a commencé en 2014, oppose à l'origine les rebelles chiites Houthis aux forces du président Abdrabbo Mansour Hadi. À l'origine de ce conflit se trouve notamment le rejet par les Houthis d'un projet de fédéralisation du Yémen, qui ne leur aurait pas alloué une région qui leur soit propre. Les premiers heurts entre les rebelles et les forces gouvernementales éclatent en juin 2014 près de la mosquée al-Saleh à Sanaa. L'escalade de la violence et la prise du palais présidentiel par les Houthis aboutissent à la fuite du président Hadi vers Aden, au sud du pays. Le 25 mars 2015, les Houthis atteignent les faubourgs d'Aden. Le même jour, Hadi fuit le pays pour se réfugier en Arabie saoudite. Refusant de démissionner, il fait appel aux États du Conseil de coopération du Golfe (CCG, dont les EAU sont membres) pour l'aider à rétablir son autorité. Le lendemain, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les EAU, le Koweït, le Qatar, l'Égypte et la Jordanie répondent favorablement à cet appel et interviennent militairement sur le territoire yéménite, internationalisant ainsi le conflit²².

Malgré des tentatives pour trouver une issue à un conflit qui s'éternise, les mesures de Biden n'ont pas eu l'effet escompté²³. Au lieu de se diriger vers la table des négociations, les Houthis reprennent leur offensive au Yémen. En octobre 2021, ils parviennent à prendre le contrôle de trois districts de Chabwa, une province du sud-est du pays²⁴. Afin de mettre un terme à ces avancées, les EAU déplacent des unités de la Brigade des géants (une milice yéménite progouvernementale) de la côte de la mer Rouge à Chabwa, où elles repoussent rapidement les Houthis²⁵. En représailles, les rebelles lancent en janvier 2022 trois attaques de missiles balistiques et de drones sur Abou Dhabi et

²⁰ JOHNSEN Gregory D., « [The Best of Intentions: How the Biden Administration Tried and Failed to End the War in Yemen](#) », *Sana'a Center for Strategic Studies*, 23 mars 2022, p. 6-7.

²¹ *Ibid.*, p. 6.

²² AMELOT Laurent, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre-Terre*, vol. 44, n° 3, 2015, p. 329.

²³ JOHNSEN Gregory D., *op. cit.*, p. 7.

²⁴ *Ibid.*, p. 11.

²⁵ JOHNSEN Gregory D., « [The UAE's Three Strategic Interests in Yemen](#) », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 24 février 2022.

Dubaï²⁶. Ces attaques feront trois morts²⁷. Au lieu d'un apaisement du conflit, la première moitié du mandat de Biden est donc plutôt marquée par un regain de violence et une intensification des hostilités au détriment des EAU.

Après les attaques d'Abou Dhabi et Dubaï, les responsables américains n'auraient pas appelé les dirigeants émiriens pour leur exprimer leurs condoléances et leur soutien²⁸, ce qui « *dans un environnement culturel fondé sur les relations personnelles [...] n'a fait qu'affaiblir davantage les relations [entre les EAU et les États-Unis]*²⁹. » De manière générale, la réponse des États-Unis à ces attaques aurait été mal perçue par les autorités émiriennes³⁰. Washington a pourtant envoyé un escadron d'avions de chasse F-22 à la base aérienne Al Dhafra (située à 30 km au sud d'Abou Dhabi). Cependant, le fait que celui-ci arrive le 12 février 2022, soit presque un mois après les attaques, est jugé par le lieutenant-colonel Christopher Michele et Joshua R. Goodman, professeur adjoint au *Air War College* de Montgomery en Alabama, comme une réaction tardive expliquant « *la perception émirienne d'une réponse américaine faible, voire absente*³¹. » Il faut néanmoins souligner que le F-22 est une composante essentielle en matière de supériorité aérienne de l'*U.S. Air Force*, qui le présente comme l'avion de combat le plus abouti³². Notamment conçu pour garantir le contrôle du ciel aux forces armées des États-Unis³³, son déploiement aux EAU n'est pas une mesure de moindre envergure ; au contraire, celui-ci vient plutôt souligner le lien privilégié qui unit les deux pays.

1.2. Une volonté de réintégrer l'accord international sur le nucléaire iranien

La volonté de Joe Biden de remettre l'outil diplomatique à l'œuvre s'est aussi illustrée dans le cas du programme nucléaire de l'Iran. Plus précisément, le président américain a cherché à relancer les négociations autour de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, aussi connu sous le nom de « Plan d'action global commun » (*Joint Comprehensive Plan of Action*, ou « JCPOA »). Conclu le 14 juillet 2015 entre le P5+1 (à savoir les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies accompagnés de l'Allemagne), l'Union européenne et l'Iran, cet accord-cadre a pour objectif de limiter le programme nucléaire iranien à un développement civil et de

²⁶ Anadolu Agency, « [Yémen : les Houthis visent des sites à Abu Dhabi et Dubaï avec des missiles balistiques et des drones](#) », 31 janvier 2022.

²⁷ AREFI Armin, « [La nouvelle menace qui agite les Émirats arabes unis](#) » *Le Point*, 1^{er} février 2022.

²⁸ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.*

²⁹ *Ibidem* (traduction libre).

³⁰ GHONEIM Jean-Paul, « [La relation des États-Unis avec les pays du Golfe passe par une phase délicate](#) », *IRIS*, 9 mars 2022.

³¹ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.* (traduction libre).

³² Official United States Air Force Website, [F-22 Raptor](#), page consultée le 19 juin 2023.

³³ *Ibidem*.

permettre en retour la levée progressive des sanctions internationales frappant le pays³⁴.

À l'époque, la finalisation de cet accord avait été mal perçue par l'Arabie saoudite et les EAU, qui estimaient que leurs préoccupations n'avaient pas véritablement été prises en compte³⁵. Les deux États craignaient que l'allègement des sanctions permette à l'Iran de financer ses guerres par procuration (notamment, au Yémen) et d'étendre son influence dans la région³⁶. Sans surprise, les EAU ont donc favorablement accueilli la décision prise par Donald Trump en mai 2018 de quitter le JCPoA et de réimposer des sanctions sévères à l'encontre de Téhéran³⁷.

La volonté de Biden, convaincu de la valeur de cet accord, de réintégrer les États-Unis au JCPoA se matérialise en avril 2021, lorsque des pourparlers visant à revenir aux conditions de 2015 ont lieu à Vienne entre les signataires initiaux. À ce moment, l'ambassadeur des EAU à Washington, Yousef al-Otaiba, rappelle publiquement ce que son pays considère être les principales lacunes de cet accord, notamment³⁸ : sa durée limitée (il ne porte que sur une dizaine d'années), le fait qu'il n'aborde pas le programme de missiles de l'Iran, qu'il ne traite pas non plus de la question du soutien de Téhéran à des groupes armés régionaux (tels les Houthis au Yémen) et, enfin, qu'il limite mais n'interdit pas l'enrichissement de l'uranium³⁹.

En novembre 2021, et alors que de nouvelles sessions de négociations visant à relancer l'accord de 2015 doivent se tenir à Vienne, les EAU se rallient finalement au projet d'un retour au JCPoA⁴⁰. Selon Tobias Borck, chercheur au *Royal United Services Institute* à Londres, ce revirement des EAU — mais aussi de l'Arabie saoudite et Bahreïn, soit les trois plus fervents détracteurs de l'accord parmi les monarchies du Golfe — a été concédé parce qu'« *ils ont probablement conclu qu'il valait mieux pour eux ne pas donner l'impression d'être des fauteurs de troubles dans la diplomatie nucléaire*⁴¹. »

³⁴ [Joint Comprehensive Plan of Action](#), Vienne, 14 juillet 2015.

³⁵ BAHAROON Mohammed, *op. cit.* et ZACCARA Luciano, « [Tensions Between the US and Iran and the Role of the Gulf States](#) », *IEMed Mediterranean Yearbook 2020*.

³⁶ MORRIS Loveday et NAYLOR Hugh, « [Arab states fear nuclear deal will give Iran a bigger regional role](#) », *The Washington Post*, 14 juillet 2015.

³⁷ Embassy of the United Arab Emirates – Washington DC, [UAE Support US President's Decision to Withdraw from Iranian Nuclear Agreement](#), 9 mai 2018.

³⁸ GHANTOUS Ghaida et MACLEAN William, « [UAE official says US in driver's seat for stronger Iran deal](#) », *Reuters*, 15 avril 2021.

³⁹ À noter que le JCPoA limite l'enrichissement de l'uranium à un taux de 3,67 %, soit bien en-deçà des 90 % nécessaires pour obtenir un uranium de qualité militaire.

⁴⁰ Office of the Spokesperson, « [U.S. GCC Iran Working Group Statement](#) », *U.S. Department of State*, 17 novembre 2021 et Office of the Spokesperson, « [Joint Statement on the Meeting of the E3 + United States with the Gulf Cooperation Council](#) », *U.S. Department of State*, 18 novembre 2021.

⁴¹ BORCK Tobias, « [The Gulf States and the Iran Nuclear Deal: Between a Rock and a Hard Place](#) », *Royal United Services Institute*, 29 novembre 2021 (traduction libre).

L'appel en faveur d'un retour au JCPOA s'étant formé dans le cadre du Groupe de travail États-Unis–CCG sur l'Iran, on peut y voir la marque de la diplomatie américaine ; d'autant plus que le changement d'attitude des EAU ne constitue pas un réel soutien à l'accord mais résulte plutôt d'une décision prise à contrecœur⁴². Le dossier du nucléaire iranien ne semble donc pas avoir remis en cause la capacité d'influence des États-Unis sur leurs alliés émiriens (qui, d'ailleurs, s'efforcent depuis de normaliser leurs relations avec l'Iran)⁴³.

1.3. Des restrictions sur les transferts d'armes et de technologies militaires

Les gestes d'ouverture de Joe Biden observés dans le cadre de la guerre au Yémen et du programme nucléaire iranien se sont par ailleurs accompagnés d'une attitude plus stricte à l'égard des EAU en ce qui concerne les ventes d'armes.

En ligne avec les annonces faites par Biden durant la campagne présidentielle concernant la fin du soutien américain aux opérations offensives des Saoudiens et des Émiriens au Yémen, la nouvelle administration ordonne, dès son entrée en fonction en janvier 2021, de suspendre et de réexaminer un accord portant sur la vente aux EAU de 50 avions de chasse *F-35*, 18 drones de combat *MQ-9 Reaper* et environ 10 milliards USD de munitions avancées, pour un total de 23 milliards USD⁴⁴. Le département d'État américain présente cette décision comme « *une action administrative de routine, typique de la plupart des transitions, qui témoigne de l'engagement de l'administration à l'égard de la transparence et de la bonne gouvernance*⁴⁵. »

Bien que la vente ait finalement été autorisée en avril 2021⁴⁶, les États-Unis entendent limiter le dommage réputationnel causé par leur soutien à l'intervention au Yémen. Ils craignent également que l'acquisition par les EAU d'un réseau de téléphonie mobile 5G contrôlé par l'entreprise chinoise *Huawei* puisse être utilisé par la Chine, à l'insu des EAU, pour suivre passivement et acquérir des informations sur les *F-35* et les technologies liées⁴⁷. Pour recevoir les équipements, Abou Dhabi devra donc se soumettre à des restrictions quant à leur utilisation (en lien avec la volonté de Biden de

⁴² *Ibidem*.

⁴³ Dubai Newsroom, « [Iran and UAE agree to open new chapter in relations](#) », *Reuters*, 24 novembre 2021.

⁴⁴ RUMLEY Grant, « [Unpacking the UAE F-35 Negotiations](#) », *The Washington Institute for Near East Policy*, 15 février 2022.

⁴⁵ Cité par MEHTA Aaron, « [Biden admin hits pause on Trump foreign weapon sales, launches review](#) », *Defense News*, 27 janvier 2021 (traduction libre).

⁴⁶ RUMLEY Grant, *op. cit.*

⁴⁷ *Ibidem*.

mettre un terme aux ventes d'armes soutenant les opérations offensives au Yémen) et réduire ses liens avec Beijing⁴⁸.

Face à ces conditions, les EAU ont finalement décidé en décembre 2021 de suspendre le processus d'acquisition⁴⁹. À ce sujet, un responsable émirien déclarait à l'agence de presse *Reuters* : « *Les exigences techniques, les restrictions en matière de souveraineté opérationnelle et l'analyse coûts/bénéfices ont conduit à cette réévaluation.* »⁵⁰ Pour autant, malgré cette déclaration et le fait que les EAU ont acquis en décembre 2021 80 avions de combat *Rafale* du constructeur français *Dassault Aviation* (un accord interprété comme un pied de nez aux Américains)⁵¹, il apparaît que le contrat d'acquisition comprenant 50 *F-35* ne soit pas totalement annulé : des négociations semblent toujours être en cours entre les États-Unis et les EAU⁵².

2. Des tendances lourdes attestant d'une relation résiliente

Qu'il s'agisse de la position de Washington vis-à-vis de la guerre au Yémen, du dossier du nucléaire iranien ou des transferts d'équipements et de matériel militaires, le retour d'un président démocrate à la Maison-Blanche a entraîné des changements d'attitude de la part des États-Unis à l'égard des EAU. À la lumière d'une première analyse de ces événements, il apparaît déjà que les tensions qui ont pu naître entre les deux pays n'ont pas fondamentalement remis en cause leur collaboration.

En outre, en les replaçant dans leur contexte général, à savoir un certain recentrage de la politique états-unienne sur l'Asie-Pacifique, le constat semble identique. Au-delà des aspects strictement économiques⁵³, les relations entre Washington et Abou Dhabi restent également étroites dans le secteur militaire et de la défense. Pourtant, d'après certains auteurs⁵⁴, le « pivot vers l'Asie » des États-Unis — c'est-à-dire le rééquilibrage

⁴⁸ IDDON Paul, « [The F-35 Sale To The UAE Might Be Limited By These Conditions](#) », *Forbes*, 21 avril 2021.

⁴⁹ RUMLEY Grant, *op. cit.*

⁵⁰ Cité par GHANTOUS Ghaida *et al.*, « [UAE told the U.S. it will suspend talks on F-35 jets -Emirati official](#) », *Reuters*, 14 décembre 2021 (traduction libre).

⁵¹ MEZHER Chyrine, « [The UAE is buying the French Rafale. What does it mean for the F-35?](#) », *Breaking Defense*, 8 décembre 2021.

⁵² ROQUE Ashley, « [Potential F-35, Reaper deal with UAE not completely dead, senior US official says](#) », *Breaking Defense*, 22 février 2023.

⁵³ Comme mentionné précédemment, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 23,03 milliards USD en 2021 et se sont montés à 27,76 milliards USD en 2022 ; voir Embassy of the United Arab Emirates – Washington DC, [UAE-US Trade](#), 2023 et United States Census Bureau, [Trade in Goods with United Arab Emirates](#), 2023.

⁵⁴ Voir MILOT-POULIN Jeanne *et al.*, « [Le pivot stratégique américain dans l'espace indopacifique](#) », *Réseau d'analyse stratégique*, Note politique, n° 15, octobre 2021 et KENNOUCHE Lina, « [Les multiples conséquences du retrait américain du Moyen-Orient](#) », *The Conversation*, 18 novembre 2021.

de l'attention et des ressources politiques vers cette région⁵⁵ — se serait accompagné d'un détournement du Moyen-Orient, qui aurait été vécu par les EAU comme une forme d'abandon⁵⁶. Au-delà des effets de communication, ce « pivot » ne s'est en réalité pas traduit par un désengagement américain. De la même façon, si les EAU se sont rapprochés de la Chine et ont cherché à se poser en médiateur dans la région en se distanciant de Washington (sur la Syrie, par exemple), les États-Unis restent leur principal pourvoyeur de sécurité et fournisseur d'équipements militaires.

2.1. L'Asie-Pacifique ne marginalise pas encore le Moyen-Orient

L'essor économique et militaire de la Chine aurait poussé les États-Unis à effectuer un pivot stratégique au détriment du Moyen-Orient⁵⁷. L'exacerbation de la rivalité de puissance entre Washington et Beijing aurait ainsi « *contribué au recul des États-Unis dans la région*⁵⁸. » Certes, le département de la Défense des États-Unis (*U.S. Department of Defense*, DoD) avait appelé dès le milieu des années 2000 à porter une plus grande attention à la montée en puissance de la Chine⁵⁹, mais le fameux « pivot » annoncé par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton en octobre 2011 n'a pas entraîné de retrait des États-Unis du Moyen-Orient⁶⁰. Ainsi, même si en janvier 2012 un rapport du DoD stipulait que « nous allons nécessairement nous rééquilibrer vers la région Asie-Pacifique⁶¹, » celui-ci montre que la réorientation stratégique des États-Unis vers cette région n'est pas synonyme d'un réel retrait du Moyen-Orient ; le document contenant plusieurs références à la région, continuant à l'identifier comme un foyer de menaces, mais aussi d'opportunités⁶². Ce rapport affirme d'ailleurs que les efforts des États-Unis au Moyen-Orient seront dirigés vers « *le respect de notre engagement envers les alliés et les États partenaires*⁶³. » En outre, il parle de « rééquilibrage » et non de « pivot ».

Le soi-disant « pivot » vers l'Asie-Pacifique n'a donc pas entraîné une diminution des liens entre les États-Unis et le Moyen-Orient, et ce, même depuis l'entrée en fonction de Joe Biden. Le 7 juin 2022, la secrétaire d'État adjointe par intérim Yael Lempert qualifiait ainsi le narratif selon lequel les États-Unis quitteraient la région de

⁵⁵ DOUZET Frédéric, « Obama, le président du pivot », *Hérodote*, vol. 149, n° 2, 2013, p. 8.

⁵⁶ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.* et VAKIL Sanam, *op.cit.*

⁵⁷ MILOT-POULIN Jeanne *et al.*, *op. cit.*

⁵⁸ KENNOUCHE Lina, *op. cit.*

⁵⁹ Département de la Défense des États-Unis, [Quadrennial Defense Review Report](#), 6 février 2006, p. 29-30.

⁶⁰ CLINTON Hillary, « [America's Pacific Century](#) », *Foreign Policy*, 11 octobre 2011.

⁶¹ Département de la Défense des États-Unis, [Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense](#), janvier 2012, p. 2 (traduction libre).

⁶² *Ibid.*, p. 1-2.

⁶³ *Ibid.*, p. 2 (traduction libre).

« *totalemment erroné*⁶⁴. » En juillet 2022, à l’occasion du sommet du CCG + 3 (à savoir les six membres du CCG plus l’Égypte, la Jordanie et l’Irak) à Djeddah en Arabie saoudite, Biden déclare « *que les États-Unis resteront un partenaire actif et engagé au Moyen-Orient*⁶⁵. » Le président affirme également souhaiter « *accélérer les travaux en cours avec ses alliés et partenaires au Moyen-Orient afin d’intégrer et de renforcer la coopération en matière de sécurité*⁶⁶. » Cet engagement envers les alliés de Washington dans la région sera réitéré en octobre 2022 dans la *National Security Strategy* de l’administration Biden. En effet, ce document insiste sur la poursuite d’une politique visant à « *renforcer leurs capacités [aux alliés et partenaires des États-Unis] à dissuader et à contrer les activités déstabilisatrices de l’Iran*⁶⁷. » Au-delà d’Israël, la référence aux partenaires des États-Unis dans le Golfe est ici claire, l’Arabie saoudite et les EAU faisant partie des principaux adversaires historiques de Téhéran.

Plus concrètement, en ce qui concerne les EAU, selon un rapport du *Congressional Research Service* daté du 30 janvier 2023, les États-Unis sont le partenaire le plus important du pays en matière de sécurité⁶⁸. Ainsi, ce rapport indique qu’en 2021 environ 3 500 soldats américains ont été déployés sur le territoire des EAU, notamment au port de Jebel Ali, sur la base aérienne Al Dhafra et sur les installations navales de Fujairah⁶⁹. En 2022, 2 000 soldats sont toujours stationnés sur le territoire émirien afin, entre autres éléments, d’assister Abou Dhabi dans ses entreprises de dissuasion vis-à-vis de l’Iran⁷⁰. Outre cette présence militaire pérenne, le partenariat de sécurité entre les deux pays, renouvelé en 2019 pour une période de 15 ans (soit jusqu’en 2034) est toujours en vigueur et n’a pas fait l’objet de modifications ou d’amendements depuis l’arrivée de Biden à la Maison-Blanche⁷¹.

⁶⁴ Citée par Al Mayadeen, [State Dept: Narrative that US leaving MENA ‘wholly incorrect’](#), 7 juin 2022 (traduction libre).

⁶⁵ « [Remarks by President Biden at the GCC + 3 Summit Meeting](#) », *The White House*, 16 juillet 2022 (traduction libre).

⁶⁶ La Maison-Blanche, [Fact Sheet: The United States Strengthens Cooperation with Middle East Partners to Address 21st Century Challenges](#), 16 juillet 2022 (traduction libre).

⁶⁷ La Maison-Blanche, [National Security Strategy](#), octobre 2022, p. 42 (traduction libre).

⁶⁸ SHARP Jeremy M., « [The United Arab Emirates \(UAE\): Issues for U.S. Policy](#) », *Congressional Research Service*, 30 janvier 2023, p. 8.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 17.

⁷⁰ KHEEL Rebecca, « [Oil Dispute Prompts Call to Remove US Troops from Saudi Arabia, UAE](#) », *Military.com*, 6 octobre 2022.

⁷¹ SHARP Jeremy M., *op. cit.*, p. 18.

2.2. Les États-Unis restent le principal fournisseur d'armes des EAU

Comme la guerre au Yémen permet de l'illustrer, la politique étrangère émirienne s'est caractérisée, au cours de la décennie qui a suivi les printemps arabes, par un activisme et un interventionnisme régionaux. Cependant, d'après Joshua Krasna, chercheur au *Foreign Policy Research Institute* à Philadelphie, celle-ci « a connu des changements massifs au cours des deux dernières années⁷². » S'appuyant principalement sur le commerce, l'énergie et la technologie, les EAU cherchent à se positionner en médiateurs internationaux sur des questions plus globales en s'affranchissant de certains de leurs alliés traditionnels, dont les États-Unis⁷³.

Dans ce contexte de diversification des partenariats des EAU, plutôt que de contraindre les Émiriens à prendre leurs distances avec la Chine, le durcissement des conditions américaines sur les ventes d'armes et les transferts de technologies de défense aurait poussé Abou Dhabi à se tourner davantage vers des sources chinoises⁷⁴. Entre 2016 et 2020, la Chine a effectivement augmenté le volume de ses transferts d'armes vers les EAU de 169 % par rapport à 2011-2015⁷⁵. Il faut néanmoins souligner que Beijing n'a jamais été un fournisseur d'armes majeur du Moyen-Orient et que l'importante augmentation observée entre 2016 et 2020 doit être interprétée à partir d'un point de référence particulièrement bas, et non comme le résultat d'une importante quantité globale d'exportations⁷⁶. Dans le cas des EAU, la croissance des transferts d'armes en provenance de Chine s'explique principalement par les ventes de drones⁷⁷. Abou Dhabi a ainsi commandé 25 *Wing Loong-1* en 2011, 15 *Wing Loong-2* (et 500 missiles antichars *Blue Arrow-7* pour les armer) en 2017 et 10 *CR500 Golden Eagle* en 2019⁷⁸. Le 23 février 2022, les EAU ont également annoncé leur intention de signer un contrat avec l'entreprise de défense publique chinoise *China National Aero-Technology Import & Export Corporation* pour l'achat de 12 avions d'entraînement et de combat légers *L15*, avec une option pour 36 appareils supplémentaires⁷⁹. Pour autant, il serait abusif d'interpréter ce rapprochement entre les autorités émiriennes et la Chine comme

⁷² KRASNA Joshua, « [Big Changes in United Arab Emirates Foreign Policy](#) », *Foreign Policy Research Institute*, 18 avril 2023 (traduction libre).

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.*

⁷⁵ BOWMAN Bradley et al., « [China's surprising drone sales in the Middle East](#) », *Defense News*, 23 avril 2021.

⁷⁶ *Ibidem*.

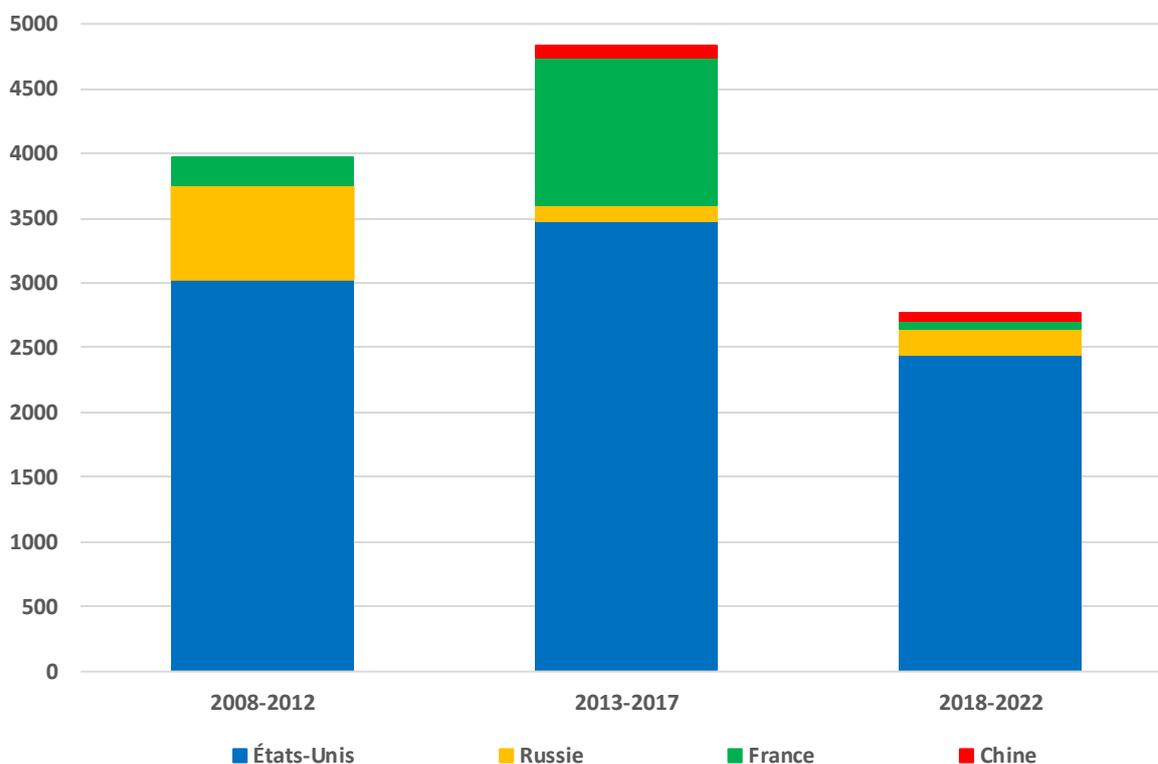
⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ D'après les *Trade registers* de la [SIPRI Arms Transfers Database](#), 2023.

⁷⁹ D'après l'agence de presse officielle WAM, « [Ministry of Defence intends to buy 12 L15 Chinese aircraft](#) », 23 février 2022.

démontrant l'incapacité des États-Unis à influencer les EAU et comme le signe d'un rééquilibrage stratégique émirien⁸⁰.

Graphique 1. Principaux fournisseurs d'armes des EAU sur les périodes 2008-2012, 2013-2017 et 2018-2022, en millions TIV



Source : GRIP, 2023 ; d'après le SIPRI, [Arms Transfers Database](#)⁸¹.

En parallèle à la présence continue de troupes américaines aux EAU et de l'entrée en vigueur d'un nouvel accord de coopération en matière de défense, les États-Unis restent, de loin, le premier fournisseur d'armes du pays⁸². Ainsi, entre 2008 (année de la première élection de Barack Obama et de son colistier Joe Biden) et 2022, les États-Unis ont fourni près de 64 % de toutes les armes importées par les EAU⁸³. Ces données illustrent le fait qu'il est peu probable qu'Abou Dhabi considère la Chine comme un partenaire pouvant se substituer à sa coopération avec les États-Unis : « *Il s'agit moins*

⁸⁰ MICHELE Christopher et GOODMAN Joshua R., *op. cit.*

⁸¹ La TIV (*trend-indicator value*) est basée sur les coûts de production unitaires connus d'un ensemble d'armes de base et vise à représenter le transfert de ressources militaires plutôt que la valeur financière du transfert.

⁸² WEZEMAN Pieter D. et al., « [Trends in International Arms Transfers, 2022](#) », *SIPRI Fact Sheet*, mars 2023.

⁸³ D'après les *importer/exporter trend-indicator value (TIV) tables* de la [SIPRI Arms Transfers Database](#), 2023.

d'un cas de rééquilibrage que d'une erreur de calcul de la part des Émiriens qui se trouvent désormais dans la position délicate de réduire leur coopération avec Beijing pour rassurer les Américains et sauver la face. »⁸⁴ Par conséquent, comme l'a déclaré l'ambassadeur des EAU aux États-Unis, Yousef al-Otaiba, dans une allocution vidéo célébrant les réalisations accomplies en 2022, les États-Unis restent l'allié le plus important des EAU⁸⁵.

Conclusion

Depuis l'arrivée au pouvoir à Washington de Joe Biden, un ensemble d'évènements a conduit à ce que les relations entre les EAU et les États-Unis se tendent. La volonté du président démocrate d'arrêter l'approvisionnement en armes des acteurs impliqués dans la guerre du Yémen, celle de relancer l'accord sur le nucléaire iranien ou encore l'imposition de restrictions pour les transferts de technologies de défense permettent d'illustrer une forme de crispation des rapports entre les deux pays.

Cependant, ces dissensions ne doivent pas être surinterprétées, car elles n'ont pas substantiellement modifié les liens entre les EAU et les États-Unis. De surcroît, l'idée que les États-Unis auraient effectué un pivot stratégique au détriment du Moyen-Orient doit être relativisée. Dans le cas des EAU, les tendances de fond sont au maintien d'une relation solide. D'une manière similaire, bien qu'Abou Dhabi ait opéré au cours des deux dernières années certains rééquilibrages de sa politique étrangère, l'idée selon laquelle ceux-ci se seraient faits au détriment des États-Unis doit être largement nuancée. En effet, bien que certaines décisions des EAU puissent paraître ambiguës à la lumière de leurs liens avec Washington (comme celle de se rapprocher de la Chine pour s'approvisionner en armes), il est abusif d'y voir la manifestation d'un mécontentement durable remettant en cause les fondements de leur collaboration continue en matière de défense et de sécurité.

⁸⁴ SAMAAAN Jean-Loup, « [The Shift That Wasn't: Misreading the UAE's New "Zero-Problem" Policy](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 8 février 2022 (traduction libre).

⁸⁵ SENNETT Ellie, « [US remains UAE's most important ally, says ambassador Al Otaiba in end-of-year statement](#) », *The National*, 26 décembre 2022.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix, qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur grip.org.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX

7-8 avenue des Arts
B-1210 Bruxelles
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org